

La lettre de **Magellan** C O N S E I L

Juillet/Août 2012
n° 208

Également dans
ce numéro :

**Faire acte de
générosité tout
en augmentant la
part revenant
aux héritiers.**

**Panorama des
marchés
financiers et
chiffres clés.**

CARMIGNAC EMERGING PATRIMOINE : INVES- TIR AUTREMENT SUR L'UNIVERS EMERGENT AVEC LE SAVOIR FAIRE CARMIGNAC.

On ne présente plus CARMIGNAC PATRIMOINE, le fonds diversifié ve-
dette de la société CARMIGNAC GESTION, qui a recours dans le cadre
de sa gestion aux trois moteurs de performances suivants : les obligations interna-
tionales, les actions internationales et les devises. Afin de conserver sa **vocation
patrimoniale**, autrement dit un risque modéré, **les produits obligataires et moné-
taires ne peuvent être inférieurs à 50 % de l'actif**. Cette allocation flexible vise
donc à **minimiser les risques de fluctuations du capital tout en recherchant les
meilleures sources de rentabilité**. Cette gestion de conviction a permis de per-
former dans toutes les conditions de marché. Elle s'est révélée être d'une effi-
cacité remarquable. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer **les performances
pour le moins exceptionnelles** : + 621,97 % depuis la création du fonds fixée au
07/11/1989 (soit 9,10 % l'an en moyenne), + 126,35 % sur les 10 dernières années
(soit + 8,50 % l'an en moyenne), + 41,27 % sur les 5 dernières années (soit + 7,15 %
l'an en moyenne) et + 18,69 % sur les trois dernières années (soit + 5,87 % l'an en
moyenne).

Fort de la maîtrise du risque au travers de sa gestion de conviction et de
son savoir-faire indéniable en matière de gestion des marchés émergents, la
société CARMIGNAC a lancé, il y a un peu plus d'un an, le fonds **CARMIGNAC
EMERGING PATRIMOINE**.

Ce fonds fonctionne sur le même principe que CARMIGNAC PATRIMOINE
excepté pour la zone d'investissement qui est exclusivement centrée sur les
pays émergents. La société de gestion CARMIGNAC est convaincue que la crois-
sance des prochaines décennies se situe dans cette zone. En effet, le poids des
émergents dans la croissance mondiale est aujourd'hui prépondérant et va
continuer à augmenter fortement. Un autre point fort concerne l'état des finan-
ces publiques qui est sain et une offre obligataire qui est abondante en raison
de l'importance des besoins en financements publics et privés de ces pays. **CARMI-
GNAC EMERGING PATRIMOINE** est par conséquent une excellente solution de
diversification permettant de s'affranchir des problèmes de croissance et de
surendettement que rencontrent les pays européens.

La part des actions en portefeuille ne pouvant excéder 50 % de l'actif, CAR-
MIGNAC EMERGING PATRIMOINE a pour vocation de profiter des opportunités

d'investissement de l'univers émergent sans pour autant infliger un degré de risque trop élevé à ses porteurs de parts. Actuellement, le fonds se décompose de la manière suivante : 63 % sont investis en obligations émergentes (dont 85 % sur la dette des Etats), 30 % en actions émergentes (dont 55 % sur la zone Asie et 26 % sur l'Amérique Latine) et 7 % en monétaire.

Depuis son lancement (le 1^{er} avril 2011), le fonds affiche une performance de + 7,10 % qui s'avère être plus qu'honorable compte tenu de la conjoncture. Il est à noter que les investisseurs soucieux de s'affranchir de l'euro peuvent opter pour des parts libellées en dollar ou en livre sterling. En effet, le fonds offre cette possibilité car il est déclinable en parts cotées en euro, en dollar et en livre.

En résumé, le fonds patrimonial diversifié, CARMIGNAC EMERGING PATRIMOINE, est à recommander à tous ceux qui souhaitent **bénéficier des attraits et du potentiel des performances de la zone émergente sans en subir les extrêmes fluctuations.** Tout laisse à penser que CARMIGNAC EMERGING PATRIMOINE connaîtra le même succès que son grand frère CARMIGNAC PATRIMOINE.

FAIRE ACTE DE GENEROSITE TOUT EN AUGMENTANT LA PART REVENANT AUX HERITIERS.

Le droit fiscal français est particulièrement complexe. Il faut donc bien en comprendre les rouages pour essayer d'optimiser la gestion de son patrimoine sans toutefois aller trop loin et sombrer dans l'abus de droit. Pour mémoire, la notion d'abus de droit est utilisée par les services fiscaux dans le but de sanctionner des montages juridiques qui sont licites mais dont **l'unique motivation consiste à contourner la législation afin d'éluder ou d'atténuer l'impôt** qui serait normalement dû. La sanction est dissuasive car l'abus de droit est assorti d'une pénalité pouvant atteindre jusqu'à 80 % de l'impôt éludé à laquelle s'ajoutent les intérêts de retard ainsi que le montant de l'impôt économisé.

Afin d'éviter cette notion d'abus de droit, certains montages peuvent permettre de gratifier une association, donc réaliser un acte de philanthropie, tout en augmentant la part revenant aux héritiers !

Afin d'illustrer ce propos, prenons l'exemple de Monsieur DUPONT qui, faute d'enfants, souhaite, à l'aube de ses 80 ans, transmettre sa fortune à son petit-cousin. Sur le plan juridique, en l'absence d'héritiers réservataires, une telle disposition est tout à fait légitime. Il suffit simplement que Monsieur DUPONT institue pour légataire universel son petit-cousin par voie testamentaire. Si le patrimoine de Monsieur DUPONT se chiffre à 1 M€, il en résultera que le petit-cousin devra acquitter 600 000 € au titre des droits de succession. En effet, s'agissant d'une transmission entre parents au-delà du 4^{ième} degré, le taux de taxation applicable ressort à 60 %. **Le montant net perçu par l'héritier sera donc limité à 400 000 €.**

Afin d'alléger cette note particulièrement salée, Monsieur DUPONT aurait pu souscrire un contrat d'assurance vie au profit de son petit-cousin. Ainsi, 1 M€ en assurance vie au profit du petit-cousin aboutirait à une taxation limitée à 169 500 € à la condition que les versements effectués par Monsieur DUPONT l'aient été avant qu'il n'ait atteint l'âge de 70 ans.

En l'occurrence, Monsieur DUPONT n'ayant pas favorisé l'assurance vie avant ses 70 ans souhaite opter pour une solution permettant la transmission d'une somme plus importante que les 400 000 € à son petit-cousin.

Une des solutions envisageables peut consister à opérer un legs « net de frais et de droits ».

Précisons à l'attention des non initiés que le legs est une disposition testamentaire qui permet, au décès du testateur, de gratifier un légataire désigné.

Il existe trois catégories de legs :

- **Le legs universel** qui englobe l'intégralité des biens laissés au décès. A ce titre, le légataire est tenu de payer les dettes et charges de la succession ainsi que d'acquitter tous les autres legs.
- **Le legs à titre universel** qui se cantonne à transmettre une quote-part des biens du défunt. En contrepartie, le légataire doit non seulement payer les dettes et charges de la succession proportionnellement à sa part mais aussi acquitter tous les autres legs.
- **Le legs à titre particulier** qui vise à attribuer un ou plusieurs biens particuliers à un légataire qui n'est pas tenu de payer les dettes et les charges de la succession.

Etant donné que les legs peuvent être assortis de charges et de conditions, il est donc possible de désigner pour légataire universel un tiers à charge pour celui-ci de délivrer net de frais et de droits un legs à titre particulier d'une somme d'argent à une tierce personne.

Ce type de montage offre un réel intérêt dans le cas où le légataire universel est dispensé du paiement des droits de succession. Or, en vertu de l'article 795 du Code Général des Impôts, les dons et legs effectués à des sociétés reconnues d'utilité publique dont les ressources sont affectées à des œuvres d'assistance, à la défense de l'environnement naturel ou à la protection des animaux sont exonérés des droits de succession. Autrement dit, si le legs universel s'opère au profit d'une fondation reconnue d'utilité publique qui se consacre à des missions de bienfaisance, les fonds conservés par cet organisme seront exempts d'impôts.

Par ce biais, il convient que Monsieur DUPONT réalise un legs universel à la fondation X à charge pour celle-ci de délivrer un legs à titre particulier net de frais et de droits de 400 000 € à son petit-cousin. Dans cette hypothèse, il en résulte que, sur la somme de 1 M€ perçue, la fondation X devra non seulement restituer 400 000 € au petit-cousin de Monsieur DUPONT mais aussi acquitter les droits de succession sur le legs à titre particulier, soit 240 000 € (60 % de 400 000 €). Autrement dit, le petit-cousin de Monsieur DUPONT aura reçu 400 000 € nets, la fondation 360 000 € et l'administration fiscale 240 000 €.

Toutefois, ce cas de figure n'aboutit pas au souhait de Monsieur DUPONT puisqu'au final son petit-cousin n'a pas perçu une somme nette supérieure à la transmission classique. C'est seulement la fondation X qui, du fait de la dotation réelle de 360 000 €, s'est enrichie.

Afin de respecter le souhait de Monsieur DUPONT, il convient donc de demander à la fondation X de procéder à un legs à titre particulier au profit de son petit-cousin d'un montant supérieur. Si la somme passe de 400 000 € à 500 000 €, il en résulte que le petit cousin empochera 500 000 € nets, la fondation conservera 200 000 € et le trésor public disposera de 300 000 € (60 % X 500 000 €).

Au cas où Monsieur DUPONT exigerait un retour de 625 000 € pour son petit-cousin, les flux seraient les suivants : 625 000 € pour le petit-cousin, 0 € pour la fondation et 375 000 € (60 % X 625 000 €) pour le trésor public. Dans ce cas, la fondation ayant simplement servi de boîte aux lettres, il serait facile pour l'administration fiscale de remettre en cause le montage et d'appliquer la pénalité de 80 % au motif de l'abus de droit.

Signalons encore que, dans la mesure où la fondation n'est pas gratifiée d'une somme suffisante, elle aura vite fait de refuser le legs. Dans ce cas, le petit-cousin serait contraint d'acquitter les droits de succession sur l'héritage et ne disposerait au final que d'une somme de 400 000 €.

En résumé, il convient de rester modéré et d'aboutir à un équilibre acceptable pour l'ensemble des parties qui pourrait, dans notre exemple, être le suivant : versement 562 500 € au petit-cousin ce qui laisse 100 000 € nets à la fondation et 337 500 € (60 % X 562 500 €) au trésor public.

Ce montage permet donc d'améliorer de plus de 40 % le montant net revenant à l'héritier. Il répond ainsi à l'objectif initial, sans risque de remise en cause fiscal, tout en faisant preuve de générosité en donnant 100 000 € à une œuvre de bienfaisance.

Panorama des marchés financiers

Données arrêtées au 29 juin 2012.

<i>Marchés des Actions</i>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur un mois	depuis le 01/01
PARIS (CAC 40)	3 196,65	5,95%	1,17%
PARIS (CAC Mid&Small)	5 957,72	2,01%	5,40%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 397,42	5,38%	2,26%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 264,72	6,88%	-2,24%
NEW YORK (Dow Jones)	12 880,09	3,93%	5,42%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	2 935,05	3,81%	12,66%
FRANCFORT (Dax Xetra)	6 416,28	2,42%	8,78%
LONDRES (FTSE 100)	5 571,15	5,46%	-0,02%
TOKYO (Nikkei 225)	9 006,78	5,43%	6,52%
MONDE (Msci World) en Euros	105,67	2,05%	6,60%

<i>Taux d'intérêt</i>	jour le jour	3 mois	10 ans
ZONE EURO	0,33%	0,55%	2,53%
ETATS-UNIS	0,16%	0,22%	1,41%
ROYAUME-UNI	0,53%	0,75%	1,57%
JAPON	0,07%	0,16%	0,75%

<i>Or et Devises</i>	Cours	Variation en pourcentage sur un mois	depuis le 01/01
LINGOT	40 490 €	-0,49%	2,79%
NAPOLEON	259,80 €	3,88%	2,32%
EURO / DOLLAR	\$ 1,2590	1,51%	-2,70%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8068	0,86%	-3,41%
EURO / 100 YENS	¥ 100,13	2,53%	-0,07%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2030	0,17%	-1,04%

Chiffres clés de l'économie française

Données arrêtées au 29 juin 2012.

BUDGET 2012	276,1 milliards d'euros (dt déficit = 78,8 mds)
PIB 2011	1 995,8 milliards d'euros
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,00 % au 1er trimestre 2012
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 031 euros par mois à compter du 01/01/2012
SMIC	9,40 euros à compter du 01/07/2012
INDICE DES PRIX	+ 2,00 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 5,45 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX	+ 3,26 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 2,24 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,60 % de la population active

2, Avenue de Flandre 59700 MARCQ-EN-BAROEUL - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@wanadoo.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 €-R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311. Société de courtage d'assurance N° ORIAS 07 005 844.

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du Code des assurances.

Transactions sur immeubles et fonds de commerce. Carte professionnelle N° 2032 T (préfecture de Lille)

Carte de démarchage financière N° 2050880203VB. Conseiller en Investissement Financier N° E001631-ANACOFI-CIF, association agréée par l'AMF.